

LA PLUS FORTE VENTE DE LA RÉGION

LILLE, 108, rue de Paris
PARIS, 48, Bd. Haussmann

JOURNAL D'INFORMATION

L'Égalité

de Roubaix - Tourcoing

BUREAUX : 1444
ROUBAIX : 351-17
48, rue de la Gare, 45

TOURCOING : 1-65
5, rue Fédérale

DIRECTRICE : M^{me} Eug. GUILLAUME.

Cinq minutes avec

BACH,

L'ABBE PELLEGRIN DE "MON CURÉ CHEZ LES RICHES"

Le grand comique national Bach est tout heureux de se voir sous l'habit ecclésiastique qui fera revivre à l'écran le héros de Clément Vautel.



BACH dans le rôle de l'abbé Pellegrin.

niment plus sérieux mais aussi plus difficile. L'abbé Pellegrin est non seulement l'ancien « polli » que vous connaissez et qui parle légèrement argot, c'est aussi un brave homme de cœur qui, s'il a son franc-parler, cherche surtout à faire régner la paix dans son humble sphère.

A son tour, Jean Boyer s'explique : « J'ai, en effet, suivi les chapitres du roman de Vautel au plus près. Cependant, pour la vraisemblance de l'action cinématographique j'ai transporté cette action de nos jours ».

« Il est évident que les nouveaux riches s'entraînent les Coualnet dès l'après-guerre ont évolué. Ils se sont adaptés, ils ont pris du baïte, et Coualnet est aujourd'hui un monsieur dégoûté, plus posé et qui brigue, en fin de carrière, un siège à Sabieuse ».

LIRE EN QUATRIÈME PAGE : Le « RÉVEIL DU CINÉMA »

LA RENTRÉE PARLEMENTAIRE

S'EST EFFECTUÉE

dans une atmosphère d'incertitude

M. Daladier a accepté la discussion immédiate des interpellations de politique générale

A la Chambre, plusieurs orateurs se sont succédés à la tribune et se sont prononcés à l'égard de la politique du gouvernement contre laquelle M. Jacques Duclos s'est vigoureusement élevé

LE DÉBAT SE POURSUIVRA AUJOURD'HUI ET M. P. REYNAUD INDICHERA LES PREMIERS RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS DU PLAN DE REDRESSEMENT.

(DE NOTRE REDACTION PARISIENNE)

Ce fut, hier, au Palais Bourbon, une séance sans histoire. Commencée dans la confusion, elle s'est poursuivie dans une atmosphère d'incertitude, sans animation, ni fièvre.

Dès le début, il apparut nettement que l'ordre des travaux manquait de cohésion et il fallut que les Présidents des groupes se réunissent dans une suspension de débat afin de savoir exactement en quoi consistait la politique générale du Gouvernement dont M. Daladier demandait la discussion immédiate.

Le groupe socialiste estimait que les interpellations visant la politique économique, la politique sociale et la politique financière déposées par lui devaient être considérées comme concernant la politique générale.

C'était également l'avis des communistes. A la reprise de la séance, les orateurs se succédèrent à la tribune sans qu'on put dégager une orientation précise. Ce premier contact du Gouvernement avec la Chambre a permis, cependant, de dégager certaines impressions. On pourrait l'intituler « A la recherche d'une majorité ».

Il semble bien que les hésitants, et ils sont nombreux, ont cherché leur voie et que deux blocs sont en train de se former.



M. DALADIER, s'entretenant avec M. HERRIOT, (S.A.F.A.R.)

tituer dont les éléments sont de nuances diverses. Il n'est pas téméraire d'affirmer que le groupe socialiste se propose de demander au Président du Conseil un compte sévère au sujet de l'usage qu'il a fait des pleins pouvoirs et de la politique, notamment, répond aux aspirations nées des élections de 1938.

Dans les couloirs, nombreux étaient les députés déclarant qu'il s'agissait, ni plus, ni moins, du salut du Front Populaire.

Une autre conclusion se dégage. Plusieurs députés interpellateurs, à droite comme à gauche, ont demandé au Chef du Gouvernement des précisions sur ses intentions immédiates et futures. « Nous nous refusons, disait dans les Couloirs, un député du centre, à marcher dans la nuit ». C'était d'ailleurs la note dominante des interventions à la tribune, interventions parfois assez dures bien qu'empreintes de toute la correction désirable.

De cette première séance, on peut tirer une autre conclusion. Une lutte serrée et sans merci va s'engager entre MM. Edouard Daladier et Léon Blum. Il est des questions qu'il va falloir résoudre, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur et ce n'est un secret pour personne que le Gouvernement va être amené à lever une partie qui sera décisive, lorsqu'il s'agira des décrets-lois dont l'opposition réclame à tout prix l'abrogation.

En tout cas, hier, en fin de séance, le problème de la majorité demeurait encore entier. Ce n'est guère qu'aujourd'hui qu'elle se dessinera pour s'affirmer dans un vote final dont l'enjeu est la vie même du Cabinet Daladier.

Telle est la dernière affirmation entendue dans les Couloirs un peu avant l'heure où se fermaient les portes du Palais Bourbon. Félix SERGENT.

UNE VISITE DE M. DALADIER A M. ALBERT LEBRUN

Paris, 8. — M. Edouard Daladier s'est rendu, ce matin, au palais de l'Élysée, où il a été reçu, par le président de la République.

Le président du Conseil a mis M. Albert Lebrun au courant des conversations franco-allemandes qui viennent d'avoir lieu à Paris et de la manière dont doivent se dérouler les débats au Parlement.

LA SÉANCE DE LA CHAMBRE

Le président Edouard Herriot entre exactement à 15 h. dans la salle des séances, avec le cérémonial d'usage. Les tribunes et galeries publiques sont torchées, mais les travées sont encore vides. Elles ne tardent pas à s'emplier. Les députés entrent en foule.

Les bancs du gouvernement restent quelques minutes sans occupants. MM. Albert Sarraut, Paul Reynaud, Camille Chautau, sont les premiers à s'y asseoir. M. Edouard Daladier monte jusqu'au fauteuil présidentiel et s'entretient avec MM. Ed. Herriot et le secrétaire général, M. Carrier. Le président du Conseil rejoint ensuite ses collègues du gouvernement.

M. E. Herriot ouvre la séance à 15 h. 10. Le président déclare ouverte la deuxième session extraordinaire de 1938. Le président de la Chambre prononce l'éloge funèbre de M. Hollande, député socialiste de la 1^{re} circonscription de Saint-Quentin (Aisne). Le président rap-

LE GROUPE SOCIALISTE A DÉPOSÉ UN ORDRE DU JOUR AFFIRMANT SA FIDÉLITÉ A LA MAJORITÉ DU RASSEMBLEMENT POPULAIRE.

M. GRAT (Mayenne) demande que l'on joigne certaines interpellations de ses amis qui ont été déposées pendant les vacances.

Les députés de la droite font une ovation à M. Vallin, le nouveau député P.F.U. de Paris, introduit à la Chambre par M. Yvon Delbos, tandis que les socialistes acclament Paul Faure, secrétaire général du parti socialiste, élu député de Seine-et-Oise.

L'organisation du débat

M. REYNAUD Jean (Loire-et-Garonne), communiste, déclare qu'il ne saurait être question de priver aucun parti de son droit de parole. Il demande que la conférence des présidents se réunisse sans délai pour organiser le débat.

M. COLOMBE (Creuse), rad. ind., déclare que son interpellation vise la politique générale et les décrets-lois. Il en modifie le libellé pour ne parler que de la politique générale qui implique des décrets-lois (très).

M. HERRIOT. — Un de nos collègues demande que l'on suspende la séance (excl.). J'invite donc les présidents de groupe à venir s'entretenir avec moi (exclamations droites).

M. AUBERT. — Ce n'était donc pas déjà fait. (excl. extr. gauche).

M. HERRIOT. — Nous allons donc suspendre la séance et nous la reprendrons quand l'organisation du débat sera faite. Il en est ainsi décidé.

La séance est suspendue à 15 h. 30.



La file des spectateurs devant l'entrée de la Chambre des Députés. (Ph. Keystone)

nerale, qui sont au nombre d'une demi-douzaine.

M. BEROL. — Il importe de préciser quelques-unes des interpellations dont le gouvernement accepte la discussion. Nous demandons que les interpellations visant la politique sociale et économique du gouvernement soient jointes à celles de politique générale.

M. Jacques DUCLOS demande que ses dix-sept interpellations de ses amis communistes soient également discutées.

M. Ed. HERRIOT rappelle qu'il y a de nombreuses interpellations sur des sujets divers.

M. Fernand LAURENT

A 16 h. 15, la séance reprend et M. Herriot fait connaître les propositions arrêtées à l'unanimité par la conférence des présidents pour organiser le débat.

M. Fernand LAURENT, premier interpellateur, constate tout d'abord la faillite du Front Populaire. Il chiffre ensuite à 137 milliards le coût de cette expérience d'après les évaluations du ministre des Finances à la radio.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)

M. VON RIBBENTROP

et la délégation allemande ont quitté Paris hier matin

Avant de pénétrer dans son wagon-salon, le Ministre des Affaires Étrangères du Reich a remercié vivement M. G. Bonnet de l'accueil qui lui a été fait à Paris



Avant son départ, M. Von RIBBENTROP serre la main de M. Georges BONNET. (Ph. Keystone)

Paris, 8. — Après deux journées passées à Paris, le ministre des Affaires étrangères du Reich et Mme von Ribbentrop, ainsi que la délégation allemande qui les a accompagnés dans leur visite, ont quitté Paris ce matin.

Le gare des Invalides avait reçu la même décoration que lors de l'arrivée du ministre du Reich : veium tendu au-dessus de l'entrée, en face du ministère des Affaires étrangères, rue de Constantine, tentures de velours rouge frangées d'or, passants vertes, faisceaux de drapeaux français et allemands, tapis rouge se poursuivant sur le quai N° 3 jusqu'au magnifique wagon-salon qu'occupent M. et Mme von Ribbentrop et qui est décoré d'acajou, tandis qu'au milieu se trouve une table entourée de fauteuils. Dans le fond de ce wagon-salon, il y a également un superbe meuble de T. S. F.

Le train spécial de la délégation allemande est composé de cinq wagons, dont un wagon-restaurant, où le ministre et sa suite dégusteront tout à l'heure le menu : Hors-d'œuvre, suprême de barbeau Chablis, poulette grillée à l'américaine, asperges d'Argenteuil beurre fondu, glace plombière, vins, champagnes, desserts.

Le comte von Welckek, ambassadeur d'Allemagne, accompagne la légation allemande jusqu'à la frontière.

Le ministre allemand prend congé de M. Bonnet et des autres personnalités

Dès 8 h. 30, de nombreuses personnalités du monde diplomatique, ainsi que des représentants de la colonie allemande à Paris attendaient sur le quai d'embarquement de la gare pour saluer le ministre à son départ. À 9 heures juste, le commandement : « Présentez armes » retentit dans la gare et les gardes républicains qui rendent les honneurs se figent au « garde-à-vous ».

Précédé de MM. Langeron, préfet de police, et Marchand, directeur de la police municipale et le cortège officiel descend sur le quai et, tout d'abord, Mme von Ribbentrop et Mme Georges Bonnet, puis MM. von Ribbentrop et Georges Bonnet.

Il a, en effet, été arrêté hier matin par les gendarmes de la brigade d'Airaines.

On sait que, le 12 novembre dernier, Croute, auquel les gendarmes avaient demandé des explications au sujet de la disparition de M. Carpentier, âgé de 32 ans, avait pris la fuite.

Les gendarmes s'étaient alors rendus au domicile de Croute et avaient eu la surprise de trouver dans la cave le corps de M. Carpentier, qui portait une plaie profonde à la tête et qui était ligoté.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)

Le ministre des Affaires étrangères allemand s'arrête devant les membres de la colonie allemande, fait le salut hitlerien et serre la main de chacun d'eux. Puis il s'arrête devant M. Scapini, député de Paris, et lui dit quelques mots, il salue également MM. Quariglia, ambassadeur d'Italie ; Alexia Léger ; Looz, chef du protocole et se dirige vers son wagon-salon.

(LIRE LA SUITE EN CINQUIÈME PAGE)

LE DRAME D'HANGES-SUR-SOMME

L'ASSASSIN, QUI A VÉCU DANS LES BOIS ET LES CARRIÈRES, A ÉTÉ ARRÊTÉ HIER

Il avait finalement trouvé refuge dans une grange, à Dreuil-Hamel, où il se dissimulait sous la paille

Contrairement à ce que l'on pouvait supposer, Florent Croute, l'assassin d'Hangest-sur-Somme, ne s'était pas suicidé.

Il a, en effet, été arrêté hier matin par les gendarmes de la brigade d'Airaines.

On sait que, le 12 novembre dernier, Croute, auquel les gendarmes avaient demandé des explications au sujet de la disparition de M. Carpentier, âgé de 32 ans, avait pris la fuite.

Les gendarmes s'étaient alors rendus au domicile de Croute et avaient eu la surprise de trouver dans la cave le corps de M. Carpentier, qui portait une plaie profonde à la tête et qui était ligoté.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)

On continue de manifester contre la France en Italie

A PARIS, DE JOYEUX ÉTUDIANTS RIPOSTENT EN CRIANT : " VENISE A LA FRANCE " !, " L'ÉTHIOPIE AU NÉGUS " !

SIR THOMAS INSKIP, MINISTRE BRITANNIQUE, DÉCLARE QU'IL NE COMPREND PAS CE QUI SE PASSE EN ITALIE POUR PROVOQUER DES REVENDICATIONS PRESQUE INEXPLICABLES SUR DES TERRITOIRES QUI APPARTIENNENT A LA FRANCE.



Une manifestation patriotique à AJACCIO, en réponse aux démonstrations italiennes réclamant la Tunisie et la Corse. (F. N. Ny)

LIRE NOS INFORMATIONS EN CINQUIÈME PAGE

LA CRISE POLITIQUE BELGE

LE MINISTRE de l'Instruction Publique a donné sa démission

Bruxelles, 8. — M. Spaak a reçu M. Dierckx, ministre libéral de l'Instruction publique, qui lui a remis sa démission.

Il a motivé sa décision par les faits politiques pesant sur la vie normale du gouvernement.

Le premier ministre a déclaré, en sortant de son cabinet, qu'il espérait faire revenir M. Dierckx sur sa décision.

Il a ajouté qu'un apaisement des esprits pendant trois à quatre semaines serait souhaitable.

Une déclaration de M. Vandervelde

En quittant la conférence socialiste, tenue au cabinet du premier ministre, M. Vandervelde a déclaré qu'il n'était pour rien dans la capitulation belge au sujet de Burgos.

Le budget ordinaire est adopté

Bruxelles, 8. — La Chambre a adopté, par 131 voix contre 36 et 7 abstentions, le budget ordinaire.

UN TERRIBLE TYPHON RAVAGE MANILLE

On compte de nombreux morts

M. TATARESCO

Ambassadeur de Roumanie à Paris



Une récente photographie de M. TATARESCO, ancien Président du Conseil de Roumanie, qui se représente son pays en qualité d'Ambassadeur à Paris. (Ph. E. Manu)

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)